



Association des citoyens de Hawkesbury Hawkesbury Citizens' Association

280, rue James St., Hawkesbury, ON, K6A 1G8

Tél. : (613) 632-3735, Fax : (613) 632-9280

www.hawkesbury.us

adresse électronique : info@hawkesbury.us

Le 3 mars 2008.

LA BANALISATION DE L'IRRESPONSABILITÉ ET DES ERREURS PASSÉES

Madame le maire.

Pour bien fonctionner, nos sociétés modernes capitalisent sur la responsabilité de tous et chacun dans toutes les sphères d'activités. On ne peut minimiser ou rendre insignifiant les agissements de ceux qui ont agi de façon irresponsable sous prétexte que c'est du passé et qu'il faut aller de l'avant.

Ce serait impensable qu'un entrepreneur décide de construire les étages supérieures de son immeuble en sachant que les fondations sont défectueuses. La correction passe par la connaissance des erreurs et l'application des correctifs appropriés pour surtout éviter les répétitions des lacunes antérieures. Le processus invite donc à apprendre des erreurs du passé.

Ici à la Ville de Hawkesbury, on privilégie la banalisation des erreurs du passé. Quand l'explication fait l'affaire, on invoque à chaque fois que le passé c'est du passé. Soyez assuré que le citoyen ne l'entend pas ainsi. Rien ne peut être du passé quand les conséquences des événements du passé occupent le quotidien de nos préoccupations.

Pendant des années, la Ville et les citoyens ont bénéficiés des retombées de l'opération de l'usine de la CIP qui nous a laissé un héritage environnemental préoccupant et qui freine un beau potentiel de développement économique depuis plus de 25 ans. Oui c'est du passé mais les articles 7.4 et 8.4 à l'Ordre du jour de la réunion de ce soir, rappellent à tous les citoyens que l'on a un passé qui impose sa présence et ses coûts.

Les citoyens de Hawkesbury ont investi un million de dollars dans les dix dernières années dans le dossier de l'école du Christ-Roi pour se faire dire, tout dernièrement, qu'un récent rapport indiquait un problème de pollution sur ce site. C'est une information qui n'avait jamais été divulguée auparavant, même à ceux qui étaient impliqués dans l'achat de cet immeuble, car l'offre de vente de la Ville n'en a jamais fait mention. Ça aussi c'est du passé dispendieux.

Dans le cas du dossier Bentley, dont la compagnie vient de se placer sous la loi sur la faillite et l'insolvabilité, évidemment la Ville se réjouit que l'entreprise n'a aucune dette envers Elle, contrairement à de nombreux créanciers qui auront à négocier et à subir une importante dévaluation de leurs créances comme c'est toujours le cas en pareilles circonstances.

Faut-il rappeler que dans un passé tout récent, pas plus loin qu'en juin 2006, un des plus important locataire de la ville, et de surcroît dans un immeuble appartenant et géré par la ville de Hawkesbury, envoyait une mise en demeure légale pour rien de moins que de «grossière négligence». C'est troublant de penser que les représentants des citoyens, dont le mandat est justement le respect équitable des Lois et règlements, puissent eux-mêmes les déroger.

Et puisse que l'on parle de respect des lois et règlements, peut-on passer sous silence que ceux-ci sont bafoués depuis plus de quinze ans dans le dossier des eaux usées à Hawkesbury. Ici le passé a rattrapé le présent et même le futur; les citoyens veulent y voir clair, il ne peut y avoir de justice sans avoir la vérité et nous devons apprendre des erreurs du passé.

Même si les citoyens se réjouissent que des aides financières fédérales ont été annoncées, ils sont conscients que ce sont des deniers publics qui sont imputables à une bonne et saine gestion municipale qui a tant fait défaut dans ce dossier. Les citoyens ne veulent pas d'une continuité avec le loup dans la bergerie. Et quand je dis «le loup», je pense autant aux individus, aux contractants, aux organismes et à tout ce qui a contribué à cette situation d'échec.

Pour y voir clair, nous vous avons informé que nous demanderions, en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, de consulter tous les documents pertinents qui ont finalement conduit à des mises en demeure et à des poursuites du Ministère de l'environnement de l'Ontario.

Le 22 février 2008, la ville de Hawkesbury a répondu à notre demande du 18 janvier dernier en nous indiquant les coûts réglementaires reliés à l'obtention des documents demandés.

Nous avons cependant été estomaqués d'y apprendre que notre demande suit un parcours impliquant des frais légaux auxquels nous nous sommes toujours opposés autant pour la Ville, dont les citoyens paieront éventuellement la note, que pour l'Association des Citoyens de Hawkesbury elle-même.

Nous ne comprenons pas que la Ville n'ait pas gardé les documents de la divulgation remis par le ministère et en avoir remis des copies à ses avocats. Aujourd'hui pour nous en remettre une copie, l'Association des Citoyens devra payer 2 heures de frais d'avocats à \$195.00 de l'heure pour chercher et rassembler ces documents du ministère. De plus, nous constatons qu'il devient de plus en plus une habitude à la ville de remettre ses documents aux procureurs pour ensuite invoquer le privilège de documents qui sont protégés par le secret professionnel de l'avocat.

«NOS DROITS D'ABORD»

«OUR RIGHTS FIRST»

L'Association a déjà fait valoir ses recommandations sur une voie alternative à la voie légale qui effectivement nous démontre qu'elle sera dispendieuse.

Il est évident que l'Association des Citoyens va interjeter appel à la Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario.

Tous les membres du Conseil ont prêché la transparence. Ce n'est pas à coup de frais légaux de \$195.00 de l'heure pour trouver les documents justifiant une saine gestion municipale que l'on indique son appui à la transparence.

Les citoyens ont déjà payé plus de taxes proportionnellement que dans les autres municipalités pour obtenir les services auxquels ils avaient droits. Il est abusif de nous faire payer encore de multiples fois pour obtenir ce qui est requis pour faire connaître la vérité que l'on s'évertue à vouloir dissimuler.

Merci

Jean Jolicoeur,
Vice-président
Association de Citoyens de Hawkesbury